



DEUXIÈME ENQUÊTE SUR L'EXISTENCE D'UNE BASE SOCIALE AU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Pas d'augmentation mais un approfondissement

À la demande du Conseil Fédéral du Développement Durable, la KU Leuven et l'ULB réalisèrent en 1999 une première enquête d'opinion pour savoir comment les Belges percevaient la notion de 'développement durable' et ce qu'ils en pensaient. Trois ans après cette première enquête, les résultats d'une deuxième enquête menée par les mêmes universités sont présentés. S'il n'y a pas d'augmentation du nombre de personnes connaissant la notion de développement durable, il y a par contre une connaissance approfondie du sujet : les gens en savent plus sur les projets spécifiques menés en collaboration avec le développement durable.

La deuxième enquête de base sur le développement durable diffère en deux points de la première enquête de 1999. D'un côté, la population a été interrogée sur davantage de thèmes. Parallèlement aux questions relatives à l'environnement et au tiers-monde, des thèmes comme la consommation, la pauvreté et le chômage, et la participation ont également été abordés. D'un autre côté, un volet qualitatif a été adjoint à l'enquête quantitative (452 interviews téléphoniques utilisables). Dans cette partie qualitative, 54 figures clés et leaders d'opinion issus de différents secteurs ont été interrogés en profondeur sur leur vision du développement durable.

Connaissance de la problématique

Le nombre de personnes connaissant la notion de développement durable a légèrement baissé en Flandres et légèrement augmenté en Wallonie (38 % des Wallons et 34 % des Flamands connaissent cette notion). D'après les personnes interrogées, le développement durable est surtout lié à l'environnement (27 %) et à une vision à long terme (28 %).

Il y a une augmentation de la base sociale en ce qui concerne la connaissance de probléma-

tiques spécifiques pouvant être associées au développement durable. De plus en plus de personnes sont familiarisées avec des notions comme le trou dans la couche d'ozone, l'effet de serre, la biodiversité et l'Agenda 21.

Qu'y a-t-il de plus important à léguer aux générations à venir ? La majorité des personnes interrogées (42 %) pense que la chose la plus importante à léguer est un environnement de qualité. Les aspects sociaux et professionnels arrivent en deuxième position (17 %).

Fort logiquement, la population (93 % des personnes interrogées) se considère très préoccupée par les problèmes relatifs à l'environnement. Mais seulement 56 % des personnes interrogées estiment être suffisamment informées en la matière.

Les personnes interviewées ne sont pas non plus très optimistes quant à la problématique du tiers-monde : 57 % d'entre elles pensent que la pauvreté dans le tiers-monde augmentera ces 10 prochaines années. 81 % des personnes interrogées montrent un intérêt certain pour les problèmes du tiers-monde, mais ici aussi, seulement 48 % d'entre elles estiment être suffisamment informées de cette problématique. 56 % à peine des personnes interrogées pensent d'ailleurs que

la Belgique doit d'abord régler ses propres problèmes avant de s'intéresser à ceux du tiers-monde. Il y a pourtant une augmentation du nombre de personnes qui pensent que notre qualité de vie va s'améliorer, à condition que les pays pauvres se développent eux-mêmes rapidement (de 14,5 % en 1999 à 20,5 % en 2002). En 1999, la majorité des gens pensait encore que notre qualité de vie allait diminuer (43 %).

Le Belge est critique sur sa qualité de vie. Pas moins de 75 % des gens pensent que la pauvreté a augmenté en Belgique ces dix dernières années. 75 % des personnes interrogées pensent également que l'écart entre riches et pauvres s'est accru ces dix dernières années.

Les solutions ?

34,5 % des gens pensent que chacun est responsable de la situation de notre environnement. Respectivement 57,5 % et 29 % pensent que les entreprises et les autorités sont les principales responsables de la pollution actuelle de l'environnement. Seulement 12,5 % et 5 % citent le trafic ou l'agriculture.

Les personnes interviewées prennent elles-mêmes leurs responsabilités en consommant différemment. 45 % des répondants font attention à d'autres aspects que le prix et la qualité lors de l'achat de produits. Suite aux différentes crises alimentaires, les effets sur la santé occupent naturellement la première place (95 %). Mais les conséquences sur l'environnement (88 %), les conditions de travail dans lesquelles un produit est conçu et la rémunération du producteur (88 %) et l'investissement éthique des bénéfices réalisés sur les produits peuvent également retenir l'attention du consommateur avisé.

Parallèlement, 85 % des personnes interrogées ont déjà signé une pétition. 54 % d'entre elles ont déjà participé à une manifestation, 53 % donnent une contribution financière et 22 % sont membres actifs d'organisations environnementales ou d'aide au tiers-monde.

Sommet Mondial pour le développement durable



Le Sommet Mondial pour le développement durable s'est tenu du 26 août au 4 septembre 2002 à Johannesburg. Plusieurs membres du CFDD ont également participé à ce sommet. Nous approfondirons ce sujet dans notre prochaine bulletin. Vous trouverez davantage d'informations sur le site officiel du sommet : <http://www.johannesburgsummit.org/>

Il y a parfois une différence significative entre ce que le consommateur est disposé à faire et ce qu'il fait effectivement. 80 % des personnes interrogées sont par exemple prêtes à ne plus acheter certains produits spécifiques parce que leur production pollue l'environnement ; seules 40 % d'entre elles transforment ces belles promesses en actes bien tangibles.

92 % des personnes interrogées affirment tenir compte du fait que le produit ou l'emballage peut être recyclé. L'achat de lampes à économie d'énergie, la stabilisation de l'achat de viande, le non-achat de certains produits parce que leur production ne respecte pas les droits des travailleurs et l'achat de produits portant un label (écologique et/ou 'respectant les droits de l'homme') touchent entre 65 et 70 % des personnes interrogées. Enfin, 82 % des répondants sont prêts à payer 10 % en plus pour un produit ou un service si celui-ci est produit dans conditions de travail correctes.

Missions du monde de l'entreprise et des autorités

Les personnes interrogées estiment que le respect des travailleurs et les conditions de travail sont déterminants (31 %) pour une bonne image de marque de l'entreprise. Le respect de l'environnement n'arrive qu'en quatrième position (6,5 %) après une bonne gestion (11,5 %) et des produits et services de qualité (10 %).

70,5 % des répondants estiment que les entreprises ne font pas suffisamment d'efforts pour lutter contre le chômage. 69 % des personnes pensent la même chose des autorités.

Pour résoudre le problème de l'environnement, les personnes interrogées ont surtout tendance à se fier aux autorités (29,5 %). 54 % pensent que la politique actuelle aura dans le futur des répercussions positives sur l'environnement. Pourtant, presque 64 % des répondants pensent que les autorités n'entreprennent à l'heure actuelle pas suffisamment de choses pour améliorer la situation de l'environnement.

Plus du quart des répondants est d'avis que l'argent que la Belgique consacre actuellement à la coopération est mal utilisé. Pourtant, cette critique est moins marquée qu'auparavant, parce qu'elle baisse de 9 % par rapport à 1999. En outre, 43 % des

personnes interrogées pensent que les autorités devraient consacrer davantage d'argent à l'aide au développement. Mais le moyen le plus approprié pour aider les populations du tiers-monde (d'après 26 % des répondants) est l'aide à l'éducation, à la formation et à l'enseignement.

Enquête qualitative

Les 54 répondants privilégiés sont des personnes clés et des décideurs issus de l'administration publique, du monde politique, de l'univers de l'entreprise, de la presse et des médias, des syndicats, de la société civile (surtout des ONG) et du monde académique.

Les résultats de cette partie de l'enquête diffèrent de ceux obtenus lors de l'enquête quantitative.

Tous les répondants connaissent bien évidemment la notion de développement durable. En dépit du fait que les personnes interviewées ont davantage une connaissance pratique que théorique du développement durable, ils connaissent souvent très bien la problématique qui est liée à cette notion. En d'autres termes, ils observent le développement durable dans un cadre temporel et spatial très vaste.

Pourtant, ici aussi le développement durable est souvent limité à une dimension écologique. L'aspect social est rarement lié au développement durable. Il existe en matière de dimension économique différentes visions, et un fossé se creuse entre les défenseurs de l'environnement et le monde de l'entreprise. D'après le monde de l'entreprise, une croissance économique stable est indispensable pour arriver à une bonne intégration des trois dimensions du développement durable. D'après les défenseurs de l'environnement, c'est tout le contraire : une bonne

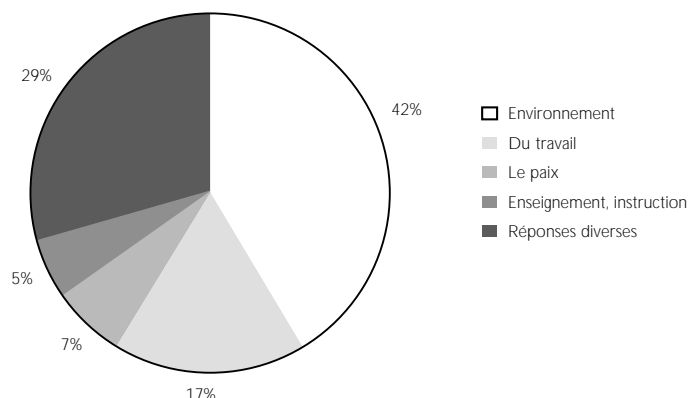
intégration des trois piliers entraînera d'abord un ralentissement de la croissance économique, suivi par un retour au niveau initial.

Bien qu'un certain nombre de personnes trouvent la notion trop vague ou trop large, le développement durable est pour la plupart des répondants un concept utile. Certains pensent que le développement durable n'est rien d'autre qu'un mot à la mode, alors que d'autres estiment plutôt que cette notion gagne en popularité et que son intégration augmentera au fur et à mesure que son implémentation s'améliorera.

Toutes les personnes interrogées sont unanimes quant à la nécessité de davantage de recherches scientifiques dans le cadre du développement durable. Il n'existe par contre pas d'unanimité relative aux autres mesures. Les mesures les plus souvent citées sont généralement liées à la problématique de l'environnement : la circulation, la réduction de la pollution de l'eau et de l'air, la sensibilisation relative à la pollution de l'environnement, la fiscalité verte, etc. La majorité des répondants estime que le développement durable est bien présent dans le discours politique actuel, mais qu'il n'y a que très peu de résultats visibles dans la pratique. Le niveau européen est souvent cité comme étant le niveau politique le plus efficace pour le développement durable. En ce qui concerne le niveau belge, la plupart des personnes interrogées estiment que le développement durable doit rester une matière fédérale, et la majorité est convaincue que la complexité des pouvoirs constitue un frein à une politique belge de développement durable efficace.

Les résultats de l'enquête peuvent être consultés sur le site Web du Conseil : http://www.frdo-cfdd.be/publnlfr/enq2002/inh_mat.htm

Le plus important à léguer aux générations futures



Lors de l'assemblée générale du CFDD le 18 juin dernier, sept nouveaux avis ont été approuvés (voir cadre page 4). Nous analysons ici l'avis sur les grandes lignes du plan directeur fédéral politique de produits et environnement et le deuxième avis préparatoire au Sommet Mondial pour le Développement Durable. Le premier à la demande de la ministre Magda Aelvoet, le deuxième à la demande du premier ministre Guy Verhofstadt.

AVIS SUR LES GRANDES LIGNES DU PLAN DIRECTEUR FÉDÉRAL POLITIQUE DE PRODUITS ET ENVIRONNEMENT

Jusqu'à présent, la politique gouvernementale relative à la pression sur l'environnement insistait surtout sur la réglementation des processus de production et très peu sur les caractéristiques des produits introduits sur le marché. Pour parvenir à une consommation durable, il est important de maintenir une pression sur l'environnement aussi faible que possible lors de l'utilisation des produits et du traitement des déchets. Et pour parvenir à une bonne connaissance des produits, il faut étudier d'une manière intégrée le cycle de vie de ces produits.

Comme stipulé dans le Plan fédéral de développement durable, les services environnementaux fédéraux du Ministère des Affaires Sociales, de la Santé Publique et de l'Environnement vont développer un Plan Directeur Produits pour mener tout cela dans une bonne direction.

Le Conseil a reçu une première demande d'avis relatif aux grandes lignes du Plan Directeur Produits. Ces grandes lignes formeront la base pour l'ébauche du projet de plan directeur, et nécessiteront un nouvel avis de la part du Conseil.

Le Conseil trouve utile de développer le plan directeur en deux étapes de manière à ce que l'on puisse parfaitement tenir compte de toutes les remarques.

Ce premier plan directeur sera essentiellement consacré à l'amélioration de la qualité écologique des produits introduits sur le marché et à la reconversion des produits après leur utilisation. Le Conseil

pense qu'au sein de la politique intégrée des produits, une attention toute particulière doit être portée à court terme à une approche intégrée des aspects sociaux, économiques et écologiques du cycle de vie des produits. Pour cela, le Conseil pense qu'il faut encore davantage de recherches scientifiques.

Le Conseil aimerait jeter un œil sur les moyens budgétaires mis à disposition pour le financement de mesures issues du plan directeur et espère une augmentation substantielle afin que les moyens correspondent aux ambitions.

Enfin, le Conseil pense qu'il est très important que le plan directeur définitif formule des objectifs précis. Le Conseil regrette que les grandes lignes du plan directeur ne présentent pas encore ceux-ci.

DEUXIÈME AVIS PRÉPARATOIRE AU SOMMET MONDIAL POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE À JOHANNESBURG

Dans le premier avis préparatoire à Johannesburg, le Conseil s'est concentré sur 10 priorités politiques pour le Sommet. A la demande du Premier ministre, le Conseil s'est plongé pour ce deuxième avis dans les partenariats pour le développement durable.

Les membres du Conseil soulignent que les résultats de Type 1 (à savoir la 'déclaration politique' et le 'programme d'action') doivent constituer les résultats les plus importants du Sommet Mondial.

Pourtant, le Conseil trouve que le partenariat pour le développement durable entre différents acteurs sociaux est très important. Ces partenariats peuvent valoriser la créativité et la dynamique des organisa-

tions sociales. Ce sont des effets concrets du concept de développement durable.

Le Premier ministre Verhofstadt a demandé davantage d'avis spécifiques relatifs aux possibilités de partenariats avec un effet triple-win immédiat. Il s'agit de partenariats directement profitables aux trois piliers du développement durable (écologique, social et économique). Le Conseil répond que de tels partenariats existent, mais qu'ils sont plutôt rares. Le Conseil précise encore qu'à court terme, des conflits entre les trois piliers peuvent apparaître. Une mesure ou un projet avantageux pour un pilier peut sembler préjudiciable pour un ou deux autres piliers. C'est la raison pour laquelle le CFDD trouve important de ne pas considérer uniquement les effets immédiats, mais de tenir également compte des intérêts pour l'ensemble de la société à long terme.

Parallèlement, le Conseil trouve les partenariats existant entre deux des trois piliers tout aussi précieux.

Le Conseil mentionne plus loin dans cet avis un certain nombre de critères pour des partenariats réussis et désigne plusieurs problèmes et obstacles possibles pouvant survenir. Enfin, il donne son opinion sur le rôle que peuvent tenir les autorités dans le cadre de partenariats.

GROUPES DE TRAVAIL

Les groupes de travail préparent les avis du CFDD. Ces groupes font également office de forum: ils organisent par exemple des journées d'étude pour stimuler le débat relatif au développement durable.

Le groupe de travail *stratégies de durabilité* commente et tire les enseignements du récent Sommet Mondial pour le développement durable de Johannesburg. Vous trouverez un compte rendu relatif à la Table Ronde préparatoire en collaboration avec le secrétaire d'état Olivier Deleuze du 10 juin 2002 sur le site du Conseil: http://www.frdo-cfdd.be/pubnlfr/s2002del/del_ind.htm.

Le groupe de travail *énergie et climat* travaille actuellement à la préparation d'un avis relatif au Plan national climat.

Le groupe de travail *relations internationales* prépare des avis relatifs aux notes

stratégiques dans le cadre de la coopération au développement belge. Le groupe de travail se concentre actuellement sur les notes concernant agriculture, soins de santé de base, construction de la paix, genre et quelques notes par pays. Sur la demande de la ministre Neyts, ce groupe de travail prépare également les consultations relatives au Doha Development Agenda.

Le groupe de travail *normes de produits* planche actuellement sur trois avis. Un avis sur le projet d'AR modifiant l'AR du 25 février 1996 limitant la mise sur le marché et l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses (composés organostanniques) et un avis sur l'AR modifiant l'AR du 25 mars 1999 portant fixation de normes de produits pour les emballages. En collaboration avec le groupe recherche scientifique, ce groupe prépare également un avis sur l'avant-projet d'AR réglant la dissémination

volontaire dans l'environnement ainsi que la mise sur le marché d'OGM ou de produits en contenant.

Le groupe de travail *sensibilisation et communication* étudiera en profondeur les résultats de la deuxième enquête sur la base sociale du développement durable. Ce groupe de travail prépare également l'organisation d'un symposium relatif à la participation et à la consultation en matière de développement durable. Ce symposium se tiendra fin 2002.

Le groupe de travail *recherche scientifique* prépare un avis relatif au Plan national d'action environnement et santé. Ce groupe de travail collabore en même temps avec le groupe *normes de produits* sur l'avis relatif aux OGM (voir plus haut).

NOUVEAU. Vous trouverez désormais sur le site du Conseil un bilan mis à jour en permanence des activités des différents groupes de travail: <http://www.frdo-cfdd.be/fr/conseil/grtrav.htm>

NOUVEAUX AVIS

L'Assemblée générale du 18 juin 2002 a approuvé les avis suivants:

- Avis sur les grandes lignes du plan directeur fédéral politique de produits et environnement (avis 2002-07)
- Avis sur deux projets d'AR relatifs à la réduction de la teneur en composés organiques volatils dans les peintures et vernis de décoration et dans les produits utilisés pour la retouche de véhicules (avis 2002-08)
- Avis sur un projet d'AR relatif à la teneur en soufre du gasoil de chauffage (avis 2002-09)
- Deuxième avis préparatoire au Sommet Mondial sur le Développement Durable de Johannesburg (avis 2002-10)

- Avis sur un projet d'arrêté royal relatif aux factures de charbon et gasoil de chauffage (avis 2002-11)
- Avis sur l'utilisation en Belgique des mécanismes de flexibilité (avis 2002-12)
- Avis relatif aux substances et préparations dangereuses Transposition de deux directives (créosote) (avis 2002-13)

Toutes les publications sont disponibles sur le site du Conseil (<http://www.frdo-cfdd.be/>). Vous pouvez aussi obtenir ces avis (gratuitement) auprès du secrétariat du CFDD.



CFDD
Conseil Fédéral du Développement Durable
rue des Aduatiques 71-75
B-1040 Bruxelles
Téléphone : +32-2-743 31 50
Fax : +32-2-743 31 59
E-mail : mail@frdo-cfdd.be
Site web : <http://www.frdo-cfdd.be>

Le CFDD donne des avis à l'autorité fédérale belge sur la politique en matière de développement durable. Le Conseil organise également des activités destinées à renforcer la base sociale du développement durable.

La reproduction d'articles de *CFDD Info* avec mention de la source est autorisée.

Imprimé sur papier recyclé sans chlore.
Editeur responsable: Catherine Mertens